

LES OBSCURITÉS DE L'AFFAIRE DE MELOUZA (Suite)

(Suite de la page 3)

repris par le relais d'Ain-El-Hamine, avertit du drame le P. C. du colonel de la zone opérationnelle. Ce message arrive à Sétif à 14 h. 30, mais les responsables assistent à ce moment à une cérémonie à la mémoire du maréchal de Lattre de Tassigny. De là vient, semble-t-il, le retard apporté à la diffusion de la nouvelle. »

Mais cette explication elle-même sonne creux parce qu'elle atténue la non-transmission « aux responsables » en cachant que parmi ces « responsables » se trouvait Lacoste lui-même. Le Monde du 4 juin dit qu'il était à Sétif et qu'il n'a été informé qu'à son retour à Alger! Le bruit ayant couru que des sanctions seraient prises, Le Monde continue, en essayant de donner une autre explication qui mérite d'être reproduite :

« L'annonce de sanctions paraît erronée. En revanche, des observations ont sans doute été faites aux responsables locaux, qui tout en informant correctement leurs supérieurs de leur découverte ont eu tendance, dans un premier temps, à observer la plus grande discrétion possible sur une tragédie dont ils craignaient les répercussions fâcheuses sur la reprise de contacts avec la population musulmane. »

Quel embrouillamini! Un « crime du F.L.N. » aura des « répercussions fâcheuses sur la reprise de contacts avec la population musulmane »?

Dans le même ordre d'idée, on doit noter que « MM. Beteille et Moulieras, tous deux membres de la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels, accompagnés du colonel Ducournau, sont partis ce matin samedi en hélicoptère pour Melouza. » (Le Monde, 2-3 juin).

Mais à son retour M. Beteille s'est refusé à faire toute déclaration (Le Monde, 4 juin).

Pourquoi, s'il était si éclatant, qu'il s'agissait d'une action du F.L.N.?

Quelques jours plus tard, le correspondant de l'Associated Press, Stanley Johnson, écrit :

« Le caractère improvisé de la cérémonie avait été organisé avec autant de soin que les « manifestations spontanées » qui se déroulent avec monotonie en Union soviétique... »

... Les journalistes devaient, à l'issue d'un plantureux repas... se rendre par la voie des airs au lieu du massacre. Mais le voyage a été annulé — les pilotes ont déclaré que leurs hélicoptères n'avaient pas suffisamment d'essence. » (« Le Monde », 9-10 juin).

Cette dernière touche s'ajoute désagréablement au refus d'une enquête internationale, opposé par le gouvernement français.

7° France-Observateur écrit :

« L'affirmation selon laquelle les autorités françaises seraient à l'origine du massacre des trois cents hommes du Douar des Beni Illeman ne tient pas compte des risques énormes que ces mêmes autorités auraient ainsi accepté de prendre. Pour qu'un tel crime soit un « crime parfait », il ne doit, en effet, laisser aucun survivant parmi les victimes comme parmi les exécutants. »

« France-Observateur » prête des « principes » inhabituels aux colonialistes en ce qui concerne la technique du crime. Lorsque 45.000 Constantinois ou 90.000 Malgaches furent exterminés, lorsqu'aujourd'hui on tue et on torture dans les camps et les prisons d'Algérie, s'est-on soucié de la « perfection » du crime? (1).

D'autre part, cet argument du « crime parfait » se retourne à l'usage du FLN. Pourquoi se serait-il mis sur le dos un tel scandale, tant sur le plan international que sur le plan al-

(1) « France-Observateur » a dû se sentir gêné puisqu'en plus du reportage de Ben Saïd, il a publié une citation de La Dépêche Quotidienne d'Alger du 14 février 1957, montrant que l'armée tentait d'organiser des « faux-fellaghas ». Il titre : « Un précédent? » N'aurait-il pas dû essayer de répondre lui-même à ce point d'interrogation avant d'accuser les vrais fellaghas. Notons aussi que Barrat a reculé sur ce plan.

gérien: il aurait vraiment taitu qu'il encrene volontairement à se couper de l'opinion diplomatique et des masses algériennes.

On ne peut, pour conclure, que citer le journaliste Ben Saïd (dont il faut lire tout le reportage) et demander que des « preuves irréfutables » soient apportées par les colonialistes et

les défenseurs, même libéraux, de leur classe démontrant l'erreur de ce journaliste :

« Je reviens de ce voyage avec deux certitudes :

1° Le massacre de Kasbah n'a pas été commis par des soldats français.

2° L'armée française a très certainement laissé accomplir le massacre. Au moins. »

En deux semaines...

VRAI OU FAUX?

La lettre des socialistes d'Algérie à Guy Mollet est-elle vraie ou est-ce un faux? On peut évidemment penser qu'il serait étonnant que cette lettre qui circula lors du dernier Conseil national de la SFIO et dont Pflimlin eut connaissance lorsqu'il était « président pressenti », ne soit considérée comme un faux qu'à partir du moment où elle fut publiée dans la grande presse.

Si l'on se perd un peu au milieu de ce déballage d'inimitiés ou de copinages que l'on devine derrière toute la polémique par correspondance qui a suivi la publication de cette fameuse lettre, on aura pourtant appris avec intérêt, à cette occasion, que la Fédération socialiste d'Algérie était dirigée par un commissaire de police — ce qui est déjà tout un symbole.

Il est d'ailleurs remarquable de constater que personne en fait ne conteste pas la matérialité des faits dénoncés dans cette lettre: l'impuissance de l'administration civile devant les militaires (et particulièrement les « paras »), la toute-puissance des « ultras », et les conséquences de cette politique: les camps d'internement clandestins et la répression collective...

C'est pourquoi le flic-secrétaire de la Fédération socialiste d'Algérie a tort de se défendre tellement d'avoir, sinon écrit, du moins signé ce document. Ça aurait peut-être été le plus bel acte de courage de son existence passée et à venir... Mais sans doute, lui aussi, fait-il passer le souci de son avancement avant celui de la vérité et de l'honnêteté politique.

JUSTICE DISTRIBUTIVE (Suite sans fin)

Quoique spontanées, les manifestations de rappelés de l'été dernier causèrent pas mal de souci au gouvernement d'alors; mais la justice n'a pas oublié les soldats qui y participèrent ou les civils qui s'y associèrent — et qui continuent à passer en jugement et à récolter des mois et des mois de prison, au milieu de l'indifférence générale. Le PCF lui-même parle plus souvent de Claude Marty « qui a dit non à Speidel » que d'Alban Liechti, qui a dit non, lui, à la sale guerre d'Algérie.

Pourtant, la semaine dernière, cinq militants du PCF ou de la CGT ont été condamnés pour cela à trente mois de prison, et avec l'incohérence qui préside à ce genre d'affaires, le même « délit » coûte deux mois de prison à Brest et un à Dôle! Et même quand cela s'accompagne du sursis, les condamnés sont révoqués s'ils sont fonctionnaires ou licenciés de leur emploi.

En même temps la terreur policière continue à s'abattre durement sur les travailleurs nord-africains en France, qui sont en butte à la police et au racisme d'une partie de la population, racisme que la grande presse entretient soigneusement. Du Parisien Libéré au Figaro, nos quotidiens d'information (sic) ont tous ouvert une chronique consacrée aux actes de banditisme des Nord-Africains en France. Combat du 12 juin titre un article: Les Nord-Africains de France sont la communauté ethnique la plus criminelle du monde. C'est peut-être vrai, statistiquement parlant. Mais personne n'ose dire un mot de leurs

conditions de vie lamentables, de leur surexploitation par le patronat, de leur isolement et de leur misère, à quoi s'ajoute maintenant la répression (126 arrestations à Paris le 6 juin!)

Mais les sept ultras inculpés dans l'attentat contre le général Salan (et qui fit quand même un mort) ont été remis en liberté. Mieux, leur sortie de prison a donné lieu à une manifestation, sans que cela semble choquer personne. Il n'est évidemment pas question d'accélérer pour eux la marche de la justice, comme pour l'exécuteur d'Ali Chekkal. A quand une autre manifestation de sympathie lors de la libération des quatre Européens qui restent (pour le moment) emprisonnés à la suite des scènes de « chasse au faciès » où plus de cent boutiques furent détruites et une douzaine de musulmans lynchés à Alger le 12 juin?

Pourtant la justice de classe sait aussi, quand elle le veut, avoir la mémoire courte. Le fasciste Maurice-Yvan Sicard, bras droit de Doriot avant-guerre et sous l'occupation avait été condamné par contumace aux T. F. à perpétuité. Revenu dernièrement « se livrer », il a été incontinent remis en liberté, comme un vulgaire poujadiste. Qui oserait, après cela, douter de la sérénité de la justice française?

ADMINISTRATION CLANDESTINE

Les « résistants » que furent Lacoste et Guy Mollet ont pour habitude de frémir d'indignation lorsque certains naïfs se permettent d'assimiler la Résistance algérienne à « leur » Résistance, avec, évidemment, en contre-partie une comparaison entre le rôle de l'armée française en Algérie et celui de l'armée nazie en France occupée.

Il semble bien qu'ils avaient raison de s'indigner. En Algérie actuellement, la « Résistance » c'est l'administration française. Tout au moins si l'on en croit le peu suspect de défaitisme préfet de Constantine qui vient de déclarer au cours d'une conférence de presse: « Pour l'implantation des municipalités dans certains villages où les rebelles ont déjà mis en place un semblant (sic) de système administratif, nous utilisons des méthodes clandestines. » Et il a expliqué comment les conseillers municipaux se réunissent en secret chez l'un ou l'autre jusqu'à ce que le Conseil puisse se faire connaître publiquement, soit par suite de la présence proche d'un détachement militaire chargé de protéger l'agglomération, soit parce que les villageois ont décidé d'assurer eux-mêmes la défense du Conseil.

On ne pouvait évidemment mieux dépeindre l'enthousiasme avec lequel les populations musulmanes accueillent les prétendues réformes (sur lesquelles Mollet-Lacoste comptaient surtout pour calmer l'opposition dans leur propre part). Avec Bourges-Maunoury, maintenant président du Conseil (mais pour combien de temps?), lui qui déclarait, il y a quelques mois: Si l'on devait faire un bilan, on pourrait affirmer que les résultats obtenus (en 1956) ont été au delà de ce que l'on pouvait raisonnablement attendre..., et Lacoste qui vient d'annoncer à la Télévision américaine que « la politique actuelle (en Algérie) continuera jusqu'à ce qu'elle réussisse », à ce train-là, on est loin du dernier quart d'heure!